

c'est-à-dire de la guerre. J'ai montré, l'année dernière, le gouvernement impérial hésitant entre ces deux alliances ; je le trouve encore, en ce moment, en apparence du moins, dans la même hésitation. Cette hésitation est mortelle ; elle encourage toutes les espérances du comte de Bismarck et doit enfantir la guerre. L'empereur a donné la preuve de trop de sers politiques pour ne pas le comprendre, et pour attendre qu'une grande manifestation du Corps législatif le convie à sortir de cette hésitation et à prendre une attitude qui soit la sauvegarde de l'intérêt de la France et de l'Europe.

J'ai exposé, dans mes écrits, tous les avantages que recueillerait la France du maintien de l'alliance avec l'Autriche ; je ne veux en signaler qu'un. L'immense bénéfice de cette alliance, pour la France, c'est que la neutralité seule, mais une neutralité sincère et promptement proclamée, suffit pour l'établir. L'alliance avec la Prusse suppose la guerre.

J'ai dit que le gouvernement impérial serait l'allié de celle des deux puissances qui l'aiderait le plus efficacement à résoudre la question italienne concentrée, à ses yeux, à Venise. Mais voici l'énorme différence ; il peut, en ce moment, j'en ai la conviction, obtenir de l'Autriche une large concession à Venise. En l'obtenant par la diplomatie, l'Empereur apporterait Venise à l'Italie qui la lui devrait. Appuyé sur l'Autriche, il imposerait au gouvernement italien la renonciation définitive à Rome ; la difficulté italienne, la plus menaçante de toutes, aurait disparu.

L'alliance prussienne peut ainsi lui promettre Venise, mais par la guerre. Cette guerre, dans le quadrilatère, serait ouverte et conduite par l'Italie elle-même qui diviserait les forces de l'Autriche, obli-

gée d'avoir une armée en Italie et une en Allemagne. Si cette guerre était fatale à l'Autriche, l'Italie conquiert elle-même la Vénétie ; elle ne la devrait pas exclusivement à la France. La conquête de Venise, au lieu d'apaiser la passion italienne, l'aurait enflammée ; au lieu de sauver la papauté à Rome, elle l'aurait perdue.

On le voit, l'alliance prussienne, c'est l'alliance occidentale révolutionnaire formée entre la France, la Prusse et l'Italie, c'est celle vantée par l'*Opinion Nationale*, préconisée, dans des termes plus timides, par le *Journal des Débats*, arborée par le célebre discours d'Ajaccio ; c'est l'abandon de Rome et le programme révolutionnaire à l'intérieur ; ce sont les convoitises des frontières du Rhin réveillées, le ramaniement territorial de l'Europe livré aux ambitions et aux révolutions ; ce serait la guerre générale dans laquelle il serait impossible que l'Angleterre et la Russie ne finissent pas par se jeter.

L'empereur est placé, à cette heure, entre la tentation et la sagesse politique. La tentation séduit et enivre, mais elle perd ; la raison et la sagesse politiques ont moins d'éclat, mais elles sauvent ; elles affirment les gouvernements et fondent les dynasties.

Voilà, mon cher ami, mes notes sur la crise allemande. J'ai envisagé les événements exclusivement par le côté européen. Sans doute la Belgique ne peut pas être plus indifférente que le reste de l'Europe au conflit qui arme en ce moment toute l'Allemagne et qui peut enfantir une guerre à ses portes ; mais elle reste confiante en elle-même et dans ses destinées. Nos dissensions pouvaient nous perdre ; notre patriotisme nous a sauvés. L'attitude admirable que la Belgique a prise,